

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20074 - 77ÈME ANNÉE

Blocage des stations Total : les pompistes victimes d'un chantage à l'emploi causé par l'opacité sur les bénéfices des compagnies pétrolières

Conséquence de la spéculation sur une matière première toujours plus demandée, le prix des carburants atteint des sommets en France. Total a décidé de baisser les prix dans ses stations de 10 centimes par litre pour augmenter ses volumes et donc ses bénéfices. Ceci a lieu dans un contexte différent de La Réunion : les prix sont libres, et les automobilistes vont prioritairement acheter du carburant dans les stations des hypermarchés qui vendent de l'essence sous leur propre marque, car le prix y est moins cher que dans les stations-services. Les 10 centimes de baisse permettront peut-être de prendre quelques clients des stations des hypermarchés, mais surtout aux autres compagnies pétrolières sur les autoroutes et dans les régions rurales où il n'existe pas d'hypermarché.

Quand un gérant veut vendre en dessous du prix maximum autorisé...

A La Réunion, la distribution des carburants est le monopole des compagnies pétrolières. Les prix sont réglementés : aucun distributeur ne peut vendre plus cher qu'un tarif défini tous les mois par arrêté préfectoral. Force est de constater que ce prix maximum est le prix pratiqué

partout. Il n'existe pas de distribution de carburants sous une enseigne d'hypermarché susceptible de tirer les prix vers le bas comme en France.

La remise de 10 centimes par litre dans les stations Total est mise en œuvre à La Réunion. Ceci enfonce un coing dans l'accord tacite qui prévalait jusqu'à présent : personne ne vend au-dessous du prix maximum.

A l'initiative du Syndicat des gérants de station-service, les stations Total ne sont plus approvisionnées, vont donc être en rupture et leurs pompistes au chômage technique. Par conséquent, les automobilistes ne pourront plus bénéficier cette remise. L'action choisie est d'interdire les camions-citerne Total de sortir du dépôt de la SRPP au Port. Le motif est de défendre l'emploi. Les gérants reprochent à leurs homologues sous enseigne Total de les obliger à rogner sur leur marge pour baisser le prix, et ils affirment que cette marge leur permet de payer les pompistes. Rappelons qu'à La Réunion, plus de 1500 travailleurs sont employés comme pompistes.

L'omerta sur les profits des compagnies pétrolières à La Réunion

Or, à La Réunion, les taxes et les

marges des distributeurs du quai de débarquement à la pompe sont connues, mais pas les profits engrangés par les compagnies pétrolières dans l'extraction, le raffinage et le transport des carburants jusqu'à La Réunion. Pendant que les gérants de stations services s'entre-déchirent, l'opacité perdure et les profits des compagnies pétrolières ne sont pas remis en cause.

N'est-ce pas dans l'extraction, le raffinage et le transport des carburants jusqu'à La Réunion que résident les marges de manœuvre les plus importantes pour faire baisser les prix ?

Mais pour amener les compagnies pétrolières à faire la transparence sur la source de leurs profits à La Réunion, il importe de créer un rapport de force fondé sur un rassemblement autour de cette revendication. Ce n'est manifestement pas le cas et au final, ce sont les travailleurs qui ont un métier de pompiste qui sont les victimes d'un chantage à l'emploi.

M.M.

Le droit d'ingérence humanitaire doit s'appliquer pour cesser les bombardements

« Envahir l'Ukraine » ou protéger la population bombardée par le gouvernement de l'Ukraine ?

Après le Sénat russe, le président de la Russie a reconnu les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. En tant que chef de l'armée russe, il demande aux militaires d'intervenir pour faire cesser les bombardements du gouvernement ukrainien sur une population que Kiev ne considère manifestement pas comme ukrainienne. C'est la stricte application du droit d'ingérence humanitaire déjà mis en oeuvre à maintes reprises pour sauver une population menacée par les décisions de son propre gouvernement. Mais parce que Washington veut faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN avec la complicité du gouvernement ukrainien, le droit d'ingérence humanitaire devient « l'invasion de l'Ukraine ». Si l'OTAN n'existait plus, nul doute que les Européens auraient depuis longtemps déployé une force d'interposition appuyée par l'ONU dans l'Est de l'Ukraine.

La semaine dernière, une réunion internationale sur la sécurité s'est tenue à Munich en Allemagne. Lors de cette rencontre, le président de l'Ukraine est intervenu pour demander à ses homologues occidentaux un calendrier clair pour l'adhésion de son pays à l'OTAN. Il semble bien que vouloir participer à l'extension de l'influence des Etats-Unis en Europe de l'Est est une décision qui brouille totalement l'analyse des événements vus d'Europe et diffusée largement à l'opinion réunionnaise.

Les faits sont pourtant d'une simplicité biblique.

1. Création d'un Etat multiculturel ex-nihilo : l'Ukraine

La destruction de l'URSS en 1991 a créé de nouveaux Etats dont certains n'avaient jamais existé. L'Ukraine de l'Ouest est une région qui fut intégrée à la Russie, puis au Royaume de Pologne-Lituanie avant de revenir intégralement à l'Empire russe à la fin du 18e siècle. L'Ukraine du Sud et de l'Est était dominée par l'Empire ottoman, avant d'être colonisée par l'Empire russe au 18e siècle qui y créa des villes nouvelles peuplées par des Russes et des Européens attirés par les avantages accordés par les tsars. Les descendants des Européens s'intégrèrent à la culture russe.

Après l'effondrement de l'Empire russe et la guerre victorieuse de la nouvelle URSS contre les puissances occidentales soutenant les tsaristes, l'Ukraine devint une République socialiste soviétique. Les frontières de la RSS d'Ukraine devinrent celle de la République autoproclamée d'Ukraine en 1991, qui fut ensuite reconnue internationalement. L'URSS était un Etat multiculturel où la pratique de la langue russe permettait à tous de se comprendre. Les frontières administratives des RSS ne coïncidaient donc pas toujours avec celles des aires des différentes langues maternelles parlées par les citoyens soviétiques. C'était le cas de l'Ukraine, où la langue majoritairement parlée à l'Ouest dans les anciennes régions du Royaume de Pologne-Lituanie n'est pas la

même que dans celles qui furent peuplées par les Russes à l'Est et au Sud. Or, c'est à l'Est que s'est développée la puissance industrielle de la RSS d'Ukraine, tandis que les ports se situent au Sud.

2. L'impact de l'extension de l'OTAN sur l'Ukraine

Le pouvoir central ukrainien devait donc garantir à la minorité russophone de l'Est et du Sud les mêmes droits politiques et culturels qu'à la majorité ukrainophone de l'Ouest. Cet équilibre a manifestement été préservé pendant une vingtaine d'années, jusqu'à ce qu'il soit menacé par la politique d'extension de l'OTAN vers l'Ouest et ses conséquences sur l'Ukraine. Les russophones d'Ukraine majoritairement opposés à l'adhésion à l'OTAN. Ils se sont également sentis menacés par les décisions prises par le gouvernement ukrainien visant à diminuer l'autonomie de leurs régions. C'était la crainte de devenir une minorité qui n'aurait plus le pouvoir dans les régions où elle était démographiquement majoritaire. L'offensive de l'armée ukrainienne dans le Donbass en 2014 entraîna le retour de la Crimée au sein de la Russie, et amena à la proclamation des Républiques de Donetsk et de Lougansk. L'implication des grandes puissances dans la résolution du conflit amena à une stabilité actée dans les Accords de Minsk. Cette stabilité reposait sur un engagement de l'Ukraine : renoncer à adhérer à l'OTAN.

3. Bombardements de Donetsk et du Donbass par l'armée ukrainienne

La semaine dernière, le gouvernement ukrainien a remis en cause les Accords de Minsk : elle donna l'ordre à l'armée ukrainienne de se masser aux frontières des Républiques de Donetsk et de Lougansk. Les sirènes retentirent alors dans les rues de Donetsk : le gouvernement de Kiev avait donné l'ordre de bombarder la population. La plupart des gouvernements européens ont décidé de ne pas réagir face à ces exactions, et ont décidé de soutenir la position de l'OTAN dirigé par Washington : présenter l'agresseur comme l'agressé et dérouler le tapis rouge au président ukrainien venu à la conférence de Munich réclamer l'accélération de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Les civils sont alors contraints d'aller se réfugier en Russie, les dirigeants des Républiques du Donbass considèrent qu'ils ne peuvent pas compter sur les Européens pour assurer leur sécurité et Donetsk proclame la mobilisation générale face à la menace de guerre.

4. La Russie décide d'appliquer le droit d'ingérence humanitaire

Si le gouvernement de l'Ukraine décide de bombarder une partie de la population de nationalité ukrainienne vivant au Donbass, c'est parce qu'il considère que cette population n'est pas ukrainienne. Si prompt habituellement à



agir pour protéger les victimes d'une telle agression, les Européens ne demandent pas l'intervention d'une force d'interposition sous l'égide de l'ONU au nom du droit d'ingérence humanitaire.

Pour sa part, le gouvernement russe ne peut envisager de laisser des russophones se faire bombarder sans réagir. Il a donc décidé de reconnaître l'indépendance des Républiques du Donbass, car il est clair que Kiev ne considère plus les habitants de ces territoires comme étant des Ukrainiens. Cette reconnaissance est suivie de la décision de demander à l'armée russe d'intervenir pour faire cesser les bombardements. Le moyen d'intervention le plus efficace est de s'interposer directement face à l'armée ukrainienne, et donc d'entrer sur le territoire des Républiques du Donbass.

C'est que Washington appelle « envahir l'Ukraine », et c'est le pré-

texte

recherché pour justifier l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN afin de menacer militairement la zone la plus peuplée de Russie.

Ceci prouve une fois de plus que l'OTAN dirigée par Washington est la principale menace pour la paix en Europe. Si l'OTAN avait été dissoute à la fin de la Guerre froide, nul doute que les gouvernements européens auraient agi différemment. Ils auraient œuvré pour mettre en place une force d'interposition sous l'égide de l'ONU pour protéger la population du Donbass au nom du droit d'ingérence humanitaire déjà utilisé à maintes reprises lorsqu'un gouvernement décide de bombarder une partie de sa population. Mais via l'OTAN, Washington impose sa volonté aux gouvernements européens.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

L'atlyé Luban i rouv in lékol Madégaskar : In légzanp kopérassion pou tourn lo do avèk lo néokolonyalism ?

Yèr matin, mwin la lire dann Témoignaz in lartik la intèrèss amwin pars sé sak i mank lo péi in gran péi-gran konm La Franss épi La Belzik inn avèk l'ote - rish an toute sorte kalité minéré... in sinp kou d'èye déssi linternet l'assé pou konprande dann gran péi-la néna lo fèr, la beauxite, lo kuiv, charbon, nikel, kobalt, lironiome, pétrole, séléniome, la tère rare, épi in ta minéré i pé ansèrv...

Kossa oziss ?

Si i rèss dann kadre lo néokolonyalism avèk in kapitalism i di pa son nom, i tire dan la tère épi i vande bande péi indistrializé konm Kanada, l'Amérik, épi d'ote. Vande sa o pri d'lo marshé mondyal épi partaze sa rante bande rish pou lo pli gross par, épi bande myète pou bande pov. Kan nora pi ? Alé rode ayèr bande minéré pou ésploité...

Kissoi ansèrv sa pou fé la révolission indistriyèl, transform sa sir plass, modèrnize lo péi, donn bande minéré lo makssimome la plu-value dévlope lékonomi épi roganize in bon distribission rante la popilassion konm sa i éspass dann déssèrtin péi kan lo kapitalism sovaze i kraze pa toute dsi son passaz.

Pou kèl rézilta ?

Si i shoizi lo kan lo néo-kolonyalism, ni oi

sak i ariv in pé partou : lésplottassion néokolonyal i kontinyé, lo gaspiyaz galman, épi in mizère zénéralizé konm i oi in pé partou dann bande péi la pa vréan dévlope.

Si shoizi la révolission indistriyèl sir plass avèk lo transfère la téknoloji, lo péi i pé éspère trape son dévlopmann dann dis vin sansa trantan. Avèk in méyèr partaz bande rishéss épi an pèrspèktiv la néssans d'in péi dévlope dann noute réjyon loséan indien.

Ziska zordi kossa la éspassé ?

Sa la mal épassé dann tan la kolonizassion. Sa la mal éspassé apré lindépandans Sa la mal éspassé avèk la révolission. Alor, astère, avèk la kopérassion avèk la Chine, ni pé éspère ké lé shoze va myé marshé.

Obli pa zordi avèk tout e son rishèss, malgash i viv avèk dè ero par zour. Alon atande épi oir si apré toute tourman lo pèp malgash la soufèr - an mazorité - si an fin konte la voi lo dévlopmann lé rouvèr.

Justin